

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT (See original solicitation
document.)

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
3C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet TBIPS - Business and PM Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation G7898-130001/B	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client G7898-130001	Date 2014-03-13
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-380-26890	
File No. - N° de dossier 380zm.G7898-130001	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-03-26	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Cook, Gail	Buyer Id - Id de l'acheteur 380zm
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-2591 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-1207
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: EMPLOYMENT AND SOCIAL DEVELOPMENT CANADA	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 007

La présente modification vise à modifier la DP et à répondre aux questions des soumissionnaires.

MODIFICATIONS À LA DP :

1. À la page 1 de la DP, « L'invitation prend fin le»:

Supprimer: 2014-03-21

Insérer: 2014-03-26

2. À la pièce jointe, « 4.1 » Critères d'évaluation des soumissions, Volet de travail 1 – Services à l'entreprise :

Supprimer : En entier.

Insérer : Pièce jointe 4.1 révisée – Critères d'évaluation des soumissions, Volet de travail 1 – Services à l'entreprise jointe à la demande de soumissions et faisant partie intégrante de celle-ci. (Vous trouverez ci-joint le document en format PDF.)

3. À la pièce jointe, « 4.1 » Critères d'évaluation des soumissions, Volet de travail 2 – Services de gestion de projets :

Supprimer : En entier.

Insérer : Pièce jointe 4.1 révisée – Critères d'évaluation des soumissions, Volet de travail 2 – Services de gestion de projets jointe à la demande de soumissions et faisant partie intégrante de celle-ci. (Vous trouverez ci-joint le document en format PDF.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q54 Objet : Pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation des soumissions, Volet de travail 2, section 2.6 – Ordonnanceur de projet, critère n° O2.

« La ressource proposée doit posséder une expérience de travail confirmée dans un rôle d'ordonnanceur de projet pour un projet dans un environnement du secteur public ou privé, d'une valeur supérieure à 5 M\$ pendant au moins 2 ans au cours des 5 dernières années ».

Telle qu'elle est formulée, cette exigence obligatoire est très restrictive, en ce sens qu'elle requiert que la ressource possède une expérience de travail d'au moins 2 ans acquise au cours des 5 dernières années dans le cadre d'un même projet d'une valeur supérieure à 5 M\$ (ce qui équivaut à environ 40 % de la période de temps permise).

Question A :

L'État pourrait-il confirmer qu'il s'agit bel et bien de l'intention de cette exigence?

Question B :

Le cas échéant, l'État pourrait-il envisager de modifier cette exigence afin que l'on accepte une ressource possédant au moins 2 ans d'expérience acquise au cours des 7 dernières années dans le cadre d'un même projet d'une valeur supérieure à 5 M\$ (ce qui équivaut à environ 30 % de la période de temps permise)?

R54 Réponse A :

Nous le confirmons.

Réponse B :

L'exigence ne sera pas modifiée.

Q55 et R55 À venir.

Q56 et R56 À venir.

Q57 Objet : Modification n° 004, question et réponse 42

Nous demandons respectueusement à l'État de reconsidérer sa réponse à cette question. Les diplômes et les disciplines diffèrent entre les universités, selon l'année à laquelle le diplôme a été obtenu et l'emplacement géographique où se trouve l'établissement d'enseignement agréé. Si l'on compare le relevé de notes du titulaire d'un baccalauréat en commerce, qui est jugé acceptable pour satisfaire à ce critère, à celui d'un titulaire d'un baccalauréat ès arts avec une majeure en économie, on constate que le programme d'enseignement est pratiquement le même; pourtant, le second est jugé inacceptable. Puisque ce rôle doit être assumé par une ressource très expérimentée comptant plus de dix années d'expérience à occuper un poste de haute direction, l'expérience de travail des ressources est plus pertinente qu'une subtile différence dans le nom de leur diplôme universitaire de premier cycle, obtenu il y a de ça plus de deux décennies. Nous exprimons notre préoccupation à cet égard et sommes d'avis que ce critère est injustement restrictif et qu'il limitera la capacité de l'État à recevoir un nombre juste de propositions conformes en réponse au présent appel d'offres concurrentiel.

R57 La R42 de la Modification n° 004 de la demande de soumissions a été modifiée de façon à indiquer qu'un baccalauréat ès arts avec une majeure en économie est acceptable.

Q58 Objet : Modifications n^{os} 003 et 004

Étant donné la portée et la complexité des changements apportés aux critères d'évaluation des deux volets de travail présentés dans ces modifications et des précisions fournies dans les questions et réponses, notre formulation a dû être restructurée en grande majorité, et plusieurs parties doivent être réécrites en entier. Il s'agit de la période de l'année la plus occupée au gouvernement du Canada en ce qui concerne les activités d'approvisionnement et cela a une incidence importante sur l'infrastructure des soumissionnaires, qui ont de la difficulté à soumettre leur proposition dans les limites de la période de soumission actuelle. L'État accepterait-il de reporter encore une fois la date de clôture afin de donner aux soumissionnaires le temps nécessaire pour préparer leur réponse à ces DP importantes?

R58 La date de clôture de la demande de soumissions a été reportée au 26 mars 2014.

Q59 En ce qui concerne la catégorie « rédacteur technique », l'exigence C3 (volet de travail 1, page 110 de 140) stipule que le rédacteur technique proposé « [...] devrait posséder l'accréditation ou la formation pertinente dans le domaine de la rédaction technique » afin d'obtenir des points. Veuillez confirmer qu'une ressource possédant un diplôme dans un domaine pertinent à la rédaction technique (par exemple des diplômes en journalisme, en études anglaises ou en communications, dans le cadre desquels on se penche sur l'analyse, les théories et les principes liés à la rédaction ainsi que sur les concepts se rattachant à la transmission de l'information) obtiendra les deux points possibles pour le critère C3.

R59 La rédaction technique diffère considérablement du journalisme. L'exigence ne sera pas modifiée.

Q60 et R60 À venir.

Q61 Veuillez confirmer qu'aucune référence n'est requise pour les ressources proposées en réponse à la présente DP.

R61 Tel qu'il est indiqué dans la DP, la vérification des références n'est pas obligatoire. Si Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada l'exige, les soumissionnaires devront fournir des références pour une partie ou la totalité des ressources proposées.

Q62 La Pièce jointe 4.1, Critères d'évaluation des soumissions, énonce ce qui suit : « La référence doit inclure le nom de l'organisation, le numéro de contrat, une description succincte des services fournis, les nom, titre, adresse courriel ou numéro de téléphone du gestionnaire responsable de l'organisation, ainsi que la date à laquelle le contrat a été adjudgé, la date d'expiration et la valeur de chaque contrat . » Dans certains gouvernements, comme le gouvernement fédéral, les numéros de contrat sont monnaie courante. En revanche, de nombreux projets du secteur privé ne comportent pas de numéro de contrat, et ceux-ci ne sont pas toujours utilisés par nos clients pour assurer le suivi de la relation entre le client et le fournisseur. Par conséquent, nous ne sommes pas en position de citer en référence les numéros de contrat de nos clients pour tous les projets. Aux fins d'uniformité, nous demandons à l'État de supprimer cette exigence, puisque les autres renseignements relatifs au contrat devraient suffire pour s'assurer que cette expérience peut être vérifiée.

R62 L'énoncé ci-dessus a été modifié pour indiquer ce qui suit : « On demande que les références comprennent [...] ». Ainsi, si un soumissionnaire cite en référence un contrat auquel aucun

« numéro de contrat » n'est attribué, il est acceptable d'indiquer que le numéro de contrat ne s'applique pas.

Q63 À la Modification n° 004, l'État a confirmé que la valeur du contrat du fournisseur pour les projets obligatoires et les projets cotés des soumissionnaires peut être « inférieure à 5 M\$ » pourvu que, dans l'ensemble, la valeur du projet cité en référence soit supérieure à 5 M\$. Selon notre interprétation de cette précision, les exigences imposées aux soumissionnaires en matière d'expérience dans le cadre de projets sont considérablement moindres que celles indiquées dans la DP initiale; nous aimerions que l'État confirme qu'il s'agit bel et bien de son intention. Prenons un exemple où l'on utilise cette précision comme guide : si un soumissionnaire a fourni une seule ressource pour un contrat de courte durée (d'une valeur totale de 25 000 \$ p. ex.) dans le cadre d'un projet de transformation d'envergure (d'une valeur supérieure à 5 M\$), alors le projet pourrait faire partie de l'un des deux projets requis pour satisfaire au critère O4 applicable aux soumissionnaires. Étant donné que cette exigence de la DP semble s'appliquer à la prestation d'un soutien important dans le cadre des projets d'Emploi et développement social Canada plutôt que des projets cités en exemple, pouvez-vous confirmer qu'il existe une valeur minimale de contrat qui s'appliquerait aux soumissionnaires, dans le cas où la valeur du contrat serait inférieure à 5 M\$?

R63 La valeur du contrat peut être inférieure à 5 M\$, mais la valeur du projet doit être d'au moins 5 M\$.

Q64 et R64 À venir.

Q65 Modification n° 003, changement n° 1 – Le point 1 de la Pièce jointe 4.1 (dans chacun des deux volets de travail) a été modifié et comprend maintenant la phrase « des résultats à l'appui de l'objectif d'une politique gouvernementale ». Bien que posséder de l'expérience dans le secteur public soit une exigence raisonnable pour les projets d'entreprise cités en référence, on ne peut en dire autant pour les projets de ressources individuelles cités en référence. Si la formulation demeure inchangée, les ressources ne seraient pas en mesure de citer en référence des projets du secteur privé (Bell Canada, Nortel, McCain, banques, etc.) comme projets valides. Par conséquent, le Canada pourrait-il modifier l'exigence comme suit :

1. Un projet consiste en une activité ou une série d'activités qui a un début et une fin. Un projet doit produire des extraits déterminés et des résultats précis à l'appui de l'objectif d'une politique gouvernementale, selon un calendrier et un plan de ressources clairement définis. Un projet est réalisé suivant des paramètres précis en matière de délais, de coût et de rendement. (Source : Politique sur la gestion des projets du Secrétariat du Conseil du Trésor)

par :

1. A) En ce qui a trait aux critères obligatoires (O2, O3 et O4) et aux critères cotés (C1 et C2) imposés aux soumissionnaires, un projet désigne une activité ou une série d'activités ayant un début et une fin. Un projet doit produire des extraits déterminés et des résultats précis à l'appui de l'objectif d'une politique gouvernementale, selon un calendrier et un plan de ressources clairement définis. Un projet est réalisé suivant des paramètres précis en matière de délais, de coût et de rendement. (Source : Politique sur la gestion des projets du Secrétariat du Conseil du Trésor)
- B) En ce qui a trait aux projets de ressources individuelles cités en référence, un projet désigne une activité ou une série d'activités ayant un début et une fin. Un projet doit produire des extraits déterminés et des résultats précis à l'appui de l'objectif d'une

politique gouvernementale ou d'un objectif du secteur privé, selon un calendrier clairement défini.

- R65 La formulation du critère sera modifiée. Au lieu de « à l'appui de l'objectif d'une politique gouvernementale », on lira plutôt « à l'appui d'un objectif précis ».
- Q66 Les tableaux des prix de la Pièce jointe 4.2 – Barème de prix (p. 131 à 135 de la DP initiale), concernant les volets de travail 1 et 2 diffèrent de la base de paiement (Annexe B) pour le volet de travail 2 de la Modification 002 (page 4, en date du 13 février 2014). L'État pourrait-il confirmer quel tableau de prix ou quelle base de paiement les soumissionnaires devraient utiliser pour préparer leur proposition financière?
- R66 La Pièce jointe 4.2 – Barème de prix – Volet de travail 1 – Services à l'entreprise de la DP initiale demeure inchangée.
- La Pièce jointe 4.2 – Barème de prix – Volet de travail 2 – Service de gestion de projets de la DP initiale est remplacée par la Pièce jointe 4.2 – Barème de prix – Volet de travail 2 – Services de gestion de projets de la Modification n° 002 de la DP. En raison de la modification apportée au barème de prix, la catégorie P.2 – Architecte d'entreprise – Niveau 3 a été supprimée.
- Q67 La division 4.3c)(ii)(B) énonce ce qui suit : « Une médiane sera utilisée pour calculer le taux quotidien de chaque soumissionnaire pour la période initiale du contrat, et une autre médiane sera établir pour chacune des périodes d'option ».
- Pour chaque catégorie de ressources, la période de contrat initiale indique trois ans et, donc, trois tarifs journaliers distincts, un pour chaque année de la période de contrat initiale. Le taux médian établi pour toute la période de contrat initiale sera-t-il un taux médian unique pour les trois années ou y aura-t-il trois taux médians distincts, un pour chaque catégorie de ressources distincte dans la période de contrat initiale? Si un seul taux médian est établi pour toute la période de contrat initiale, l'État peut-il préciser comment ce taux sera calculé?
- R67 Un taux médian sera calculé pour chaque catégorie de ressources distincte, pour chaque année du contrat initial et pour chaque année de la période d'option.
- Q68 La Modification n° 002 a remplacé le tableau des exigences obligatoires de la Pièce jointe 4.1 – Critère d'évaluation des soumissions – Volet de travail 1 – Services à l'entreprise, paragraphe 1.1, Critères obligatoires applicables au soumissionnaire Le but était de supprimer le critère O3, ce qui portait à cinq le nombre total d'exigences obligatoires restantes. La Modification n° 004 (questions et réponses) explique la nature des projets à utiliser comme justification pour le critère O6. Il semble apparent que les questions et réponses de la Modification n° 004 visent à renvoyer au critère O5 qui a été renommé. L'État peut-il le confirmer?
- R68 Nous le confirmons.
- Q69 Volet de travail 1 – Services à l'entreprise, B.4 Spécialiste en continuité des opérations/plans de secours – Niveau 2
- Le critère C1 énonce ce qui suit : (iii) *Détermination et documentation de contrôles internes visant à assurer l'uniformité du processus et sa conformité aux politiques et aux lois en vigueur.*

Devrait-on lire plutôt *politiques et lois*?

R69 Oui, on devrait lire politiques et lois.

Q70 En ce qui concerne le soumissionnaire, au critère O1, alinéa c) des deux volets de travail, il est stipulé que les « activités de formation pertinentes doivent être énumérées dans l'ordre chronologique par titre (du cours ou du programme), la durée doit en être indiquée (en années/mois/jours) et les dates de début et de fin doivent être indiquées ». Nous ne comprenons pas la pertinence de l'obligation d'indiquer le temps qu'a pris une ressource pour obtenir un grade universitaire, un diplôme ou un certificat. L'État accepterait-il une date d'achèvement comme renseignement suffisant?

R70 La date d'achèvement d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade est acceptable.

Q71 Selon la question et la réponse 1 de la Modification n° 003, la définition d'un projet pour la présente DP indique qu'« un projet doit produire des extrants déterminés et des résultats précis à l'appui de l'objectif d'une politique gouvernementale, selon un calendrier et un plan de ressources clairement définis ». L'expression « à l'appui de l'objectif d'une politique gouvernementale » semble indiquer que seuls les projets gouvernementaux doivent être pris en compte, ce qui est contradictoire, puisque bon nombre de critères obligatoires et de critères cotés renvoient à l'expérience acquise au gouvernement ou dans le secteur privé. Veuillez confirmer si cet énoncé devrait lire « à l'appui d'un objectif » plutôt que « à l'appui d'une politique gouvernementale ».

R71 Se référer à la réponse R65 de la Modification N° 007 de la DP.

Q72 En ce qui concerne la Pièce jointe 4.1 des deux volets de travail, veuillez confirmer l'énoncé suivant : « Sauf stipulation contraire, « gouvernement » est défini comme un organe gouvernemental territorial, fédéral, d'État, provincial ou municipal ». Veuillez confirmer si une société d'État serait aussi incluse dans cette définition ou veuillez justifier pourquoi les sociétés d'État ne seraient pas acceptables puisqu'elles offrent un environnement de politique gouvernementale équivalent.

R72 Les sociétés d'État sont acceptables.

Q73 et R73 À suivre.

Q74 D'après les discussions avec la Direction de la sécurité industrielle, nous comprenons que si la demande de renouvellement d'une autorisation de sécurité est présentée avant sa date d'expiration, l'autorisation de sécurité de la personne est alors considérée toujours active (même après la date d'expiration). Pouvez-vous confirmer si l'État accepte des candidats qui sont visés par cette règle?

R74 Nous le confirmons.

Q75 En ce qui concerne la catégorie P.9, Gestionnaire de projet, gestionnaire des versions – niveau 2, au point 2.6, des points sont attribués au critère C4 du fait de détenir une attestation de gestion de projets. Compte tenu de l'accent mis sur la gestion des versions pour cette catégorie, l'État accepterait-il une certification ISO/IEC 20000? Cette certification correspondrait

à l'obligation axée sur la gestion des versions et fournirait une base de formation en gestion de projets.

R75 L'exigence ne sera pas modifiée.

Q76 Veuillez indiquer si l'assurance responsabilité civile commerciale (page 37 de 140 de la DP) demandée doit comprendre les dispositions suivantes, car le coût de souscription d'une couverture d'assurance au Canada répondant à ces éléments est prohibitif pour les soumissionnaires à un contrat de services professionnels. Cette assurance semblerait davantage correspondre à des besoins en biens et services (c.-à-d. fabrication de produits).

(C) Produits et travaux terminés : Blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant de travaux terminés par l'entrepreneur.

(D) Préjudices personnels : L'avenant devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

(M) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.

R76 Ces dispositions constituent des exigences standards de l'assurance responsabilité civile commerciale. Elles ne seront pas modifiées.

Q77 L'État pourrait-il examiner la possibilité de publier une nouvelle version complète de la DP?

Compte tenu du fait que de nombreux aspects du document d'appel d'offres initial ont changé en raison du processus de questions et de réponses, il est difficile pour les soumissionnaires d'avoir l'assurance qu'ils répondent aux renseignements exacts et à jour, à cause de la dispersion des renseignements dans les cinq modifications.

R77 La Pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation des soumissions, contenant la version révisée des deux volets de travail, est annexée à la Modification n° 007 de la DP.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.

NOTA : UNE SOUMISSION DÉJÀ ENVOYÉE PEUT ÊTRE MODIFIÉE AVANT LA DATE DE CLÔTURE. TOUTE CORRESPONDANCE APPORTANT DES MODIFICATIONS DOIT INDiquer LE NUMÉRO DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER ET LA DATE DE CLÔTURE ET DOIT ÊTRE ADRESSÉE À :

**RÉCEPTION DES SOUMISSIONS
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA
PLACE DU PORTAGE, PHASE III
HALL PRINCIPAL, PIÈCE 0A1
11, RUE LAURIER
GATINEAU (QUÉBEC)**

Solicitation No. - N° de l'invitation

G7898-130001/B

Amd. No. - N° de la modif.

007

Buyer ID - Id de l'acheteur

380zm

Client Ref. No. - N° de réf. du client

G7898-130001

File No. - N° du dossier

380zmG7898-130001

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

K1A 0S5

PIÈCE JOINTE 4.1

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

VOLET DE TRAVAIL 1 – SERVICES À L'ENTREPRISE

1. Un projet est une activité ou un ensemble d'activités ayant un début et une fin. Un projet est nécessaire afin de produire des extrants définis et atteindre des résultats précis à l'appui d'un objectif précis, selon un calendrier et un plan de ressource clairs. Un projet est réalisé suivant des paramètres précis en matière de délais, de coûts et de rendement.
2. Sauf stipulation contraire, « gouvernement » est défini comme un organe gouvernemental territorial, fédéral, d'État, provincial ou municipal.
3. Sauf stipulation contraire, les soumissionnaires peuvent démontrer qu'ils ont acquis de l'expérience à l'égard de critères multiples au cours d'une même période.
4. Les soumissionnaires sont informés que l'expérience est calculée à partir de la date limite pour la réception de la demande de propositions. Par exemple, si une exigence donnée précise que « Le soumissionnaire doit avoir acquis l'expérience au cours des cinq dernières années », la période de cinq ans est alors calculée à partir de la date limite de réception de la demande de propositions.
5. Les références doivent inclure le nom de l'organisation, le numéro de contrat, une description succincte des services fournis, les nom, titre, adresse courriel ou numéro de téléphone du gestionnaire responsable de l'organisation, ainsi que la date à laquelle le contrat a été adjugé, la date d'expiration et la valeur de chaque contrat. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que toute communication d'informations est autorisée par la référence fournie.
6. Le soumissionnaire doit avoir été l'entrepreneur principal, et non un sous-traitant. Cela signifie qu'il doit avoir obtenu directement le contrat du client qui a demandé le travail. Si le contrat adjugé au soumissionnaire consistait à effectuer des travaux pour une autre entité à laquelle le client avait adjugé le contrat, le soumissionnaire n'est pas considéré comme étant l'entrepreneur principal. Par exemple, Z (le client) retient à contrat les services de Y, qui conclut ensuite un contrat avec X pour qu'il assure la totalité ou une partie des services à Z. L'entrepreneur principal de ce contrat est Y et X, un sous-traitant.

1.0 CRITÈRES OBLIGATOIRES APPLICABLES AU SOUMISSIONNAIRE

1.1 Soumissionnaire – critères obligatoires

N°	Soumissionnaire – critères obligatoires	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	<p>Le soumissionnaire doit présenter le nombre de curriculum vitæ suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Un analyste des affaires courantes – niveau 2 [B.1]; (ii) Un architecte opérationnel – niveau 3 [B.2]; (iii) Un spécialiste de la reprise des activités après un sinistre et de la continuité opérationnelle – niveau 2 [B.4]; (iv) Un consultant en restructuration des activités – niveau 2 [B.5]; (v) Un architecte de transformation opérationnelle – niveau 3 [B.7] (vi) Un rédacteur technique – niveau 2 [B.14]. <p>Chaque curriculum vitæ doit comprendre les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) le nom de la ressource proposée; (b) la catégorie de ressources pour laquelle la ressource est proposée; (c) les réalisations scolaires et professionnelles pertinentes par rapport aux exigences d'Emploi et Développement social Canada, ainsi que défini dans les critères d'évaluation obligatoires et cotés pour chaque catégorie de ressources incluse. Les activités de formation pertinentes doivent être énumérées dans l'ordre chronologique par titre (du cours ou du programme), la durée doit en être indiquée (en années/mois/jours) et les dates de début et de fin doivent être indiquées par le mois et l'année (p. ex. mars 2004 – février 2007); (d) l'expérience de travail, y compris la durée et les dates de début et de fin (indiquées par le mois et l'année, p. ex. mars 2004 – février 2007). 		
O2	<p>Le soumissionnaire doit fournir une référence pour chacun de deux projets dans le cadre desquels il a fourni une équipe de ressources analogue (3 des 6 catégories de ressources énumérées en M1 ci-dessus) pour au moins</p>		

N°	Soumissionnaire – critères obligatoires	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	<p>deux projets concernant la prestation de services identiques ou analogues à ceux décrits dans l'énoncé des travaux. Les références doivent concerner des projets du secteur gouvernemental ou privé d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.</p> <p>Le soumissionnaire doit inclure, au minimum, pour chaque projet soumis :</p> <p>(a) une description du projet;</p> <p>(b) le nom du ministère client;</p> <p>(c) les dates et la durée du projet;</p> <p>(d) des détails sur le travail effectué par le soumissionnaire dans le cadre du projet;</p> <p>(e) une personne fournie comme référence chez le client.</p>		
O3	<p>Le soumissionnaire doit fournir une référence d'un projet dans le cadre duquel il a mis en place un bureau de gestion de projet (BGP) pour soutenir la réalisation du projet. Les références doivent concerner des projets du secteur gouvernemental ou privé d'une valeur de 5 millions de dollars et plus .</p>		
O4	<p>Le soumissionnaire doit fournir au minimum une référence pour chacun de deux projets dans le cadre desquels il peut démontrer qu'il a fourni des services de transformation opérationnelle. Les références doivent concerner des projets du secteur gouvernemental ou privé d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.</p>		
O5	<p>Le soumissionnaire doit détailler, relativement au BGP et à la transformation opérationnelle, les méthodologies, processus, outils de soutien et/ou modèles (trousses d'outils) qu'il a utilisés pour mettre en place et soutenir un BGP dans le cadre de projets antérieurs du secteur gouvernemental ou privé, afin de démontrer qu'il est en mesure de soutenir la prestation des services décrits dans l'énoncé des travaux.</p>		

1.2 Soumissionnaire – critères cotés

N°	Soumissionnaire – critères cotés	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	Le soumissionnaire devrait démontrer qu'il a fourni des services semblables à ceux décrits dans l'énoncé des travaux joint à l'annexe A, en présentant jusqu'à 4 descriptions de projets de transformation opérationnelle réalisés dans le secteur gouvernemental ou privé au cours des 5 dernières années. Les projets doivent être évalués à 5 millions de dollars et plus.	4	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets = 3 points 4 projets = 4 points	
C2	Le soumissionnaire devrait démontrer qu'il possède une expérience, en sus de ce qui est exigé en O4 ci-dessus, dans l'exécution de projets de transformation opérationnelle. Ces projets doivent avoir été réalisés dans les secteurs gouvernemental ou privé et être d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.	3	1 projet de plus de O4 (c.-à-d. un total de 3 projets) = 1 point 2 projets de plus de O4 (c.-à-d. un total de 4 projets) = 2 points 3 projets de plus de O4 (c.-à-d. un total de 5 projets) = 3 points	
C3	Le soumissionnaire devrait démontrer ses capacités de maître à penser dans la gestion globale de projets au sein du gouvernement du Canada ou d'un autre gouvernement national, par l'utilisation de livres blancs, par la production de normes industrielles, par la prestation d'activités dans des disciplines pratiques pertinentes telles que la gestion du risque, la gestion du changement, la gestion du rendement, les conseils en matière de sécurité des TI (ITSG-33) ou l'équivalent.	3	1 point pour la participation à l'élaboration de chacun des éléments suivants : (i)gestion du risque; (ii)Gestion du changement; (iii)Gestion du rendement; (iv)conseils en matière de sécurité des TI (ITSG-33); (v) livre blanc publié.	
	Note maximale possible	10		
	Note minimale exigée	7		

2.0 CRITÈRES OBLIGATOIRES ET COTES APPLICABLES AUX RESSOURCES

2.1 B.1 Analyste des affaires courantes – niveau 2

N°	Critères obligatoires - B.1 Analyste des affaires courantes – niveau 2	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit avoir travaillé comme analyste des affaires courantes, dans le cadre de 2 projets pertinents de transformation opérationnelle d'une durée minimale de 6 mois chacun, dans un environnement semblable à celui décrit dans l'énoncé des travaux, dans le secteur gouvernemental ou privé, au cours des 10 dernières années. L'un des projets doit avoir été d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.		
O2	La ressource proposée doit avoir une expérience confirmée dans l'élaboration d'un minimum de 2 analyses de rentabilisation, dans le cadre de projets d'une valeur de 5 millions de dollars et plus chacun, au cours des 15 dernières années.		

N°	Critères cotés - B.1 Analyste des affaires courantes – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	La ressource proposée devrait avoir une expérience confirmée, au cours des 15 dernières années, dans la collecte d'informations sur les exigences liées aux processus opérationnels, notamment la préparation et la direction d'ateliers et d'entrevues.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	
C2	La ressource proposée devrait avoir une expérience confirmée, au cours des 15 dernières années, dans la documentation des exigences liées aux processus opérationnels et la participation à l'élaboration de caractéristiques fonctionnelles.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	
C3	La ressource proposée devrait avoir une expérience confirmée, au cours des 15 dernières années, dans l'élaboration de cadres de processus opérationnels.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	

N°	Critères cotés - B.1 Analyste des affaires courantes – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C4	La ressource proposée devrait avoir une expérience confirmée, au cours des 15 dernières années, dans l'analyse, l'évaluation, le suivi et la gestion des risques, particulièrement en ce qui concerne la définition des exigences liées aux processus opérationnels.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	
	Note maximale possible	12		
	Note minimale exigée	8		

2.2 B.2 Architecte opérationnel – niveau 3

N°	Critères obligatoires - B.2 Architecte opérationnel – niveau 3	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit avoir au moins 10 ans d'expérience confirmée, au cours des 15 dernières années, à titre d'architecte opérationnel.		
O2	Au moyen d'un minimum de 2 descriptions de projet, il doit être démontré que la ressource proposée a de l'expérience en matière d'intégration de l'architecture opérationnelle qu'elle a élaborée dans d'autres architectures (architecture de solutions/architecture d'entreprise). Ces projets doivent avoir eu lieu au cours des 15 dernières années et avoir été d'une valeur de 5 millions de dollars et plus chacun.		

N°	Critères cotés - B.2 Architecte opérationnel – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	<p>La ressource proposée devrait avoir au moins 1 an d'expérience confirmée dans chacun des sous-éléments ci-dessous, au cours des 15 dernières années, en matière d'examen, d'évaluation et de documentation de l'architecture opérationnelle d'une organisation, notamment dans l'accomplissement des activités suivantes :</p> <p>(i) Description des objectifs stratégiques de l'organisation. Les objectifs devraient être subdivisés en méthodes tactiques permettant de les atteindre et d'assurer la traçabilité dans l'ensemble de l'organisation.</p> <p>(ii) Description des services opérationnels/fonctionnalités de l'organisation, et mise en correspondance de ces services avec les unités opérationnelles qui les fournissent.</p> <p>(iii) Description du vocabulaire commun de l'organisation (p. ex. client, commande, etc.), et des rapports entre les différents termes (p. ex. nom du client, date de la commande, etc.).</p>	5	1 point par activité	

N°	Critères cotés - B.2 Architecte opérationnel – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	<p>(iv) Description des processus opérationnels fondamentaux de l'organisation qui transcendent les frontières fonctionnelles et organisationnelles, détermination et description des entités externes et des systèmes externes qui interagissent avec les opérations. La caractérisation des processus devrait aussi comprendre une description des gens, des ressources et des contrôles qui en font partie.</p> <p>(v) Description des relations entre les rôles, les capacités et les unités opérationnelles ainsi que les emplacements géographiques, décomposition de ces unités opérationnelles en sous-unités et gestion de ces unités.</p> <p>Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.</p>			
C2	<p>La ressource proposée devrait avoir au moins 1 an d'expérience confirmée, au cours des 10 dernières années, en réalisation d'analyses des écarts dans chacun des sous-éléments ci-dessous, notamment dans l'accomplissement des activités suivantes :</p> <p>(i) examen des processus opérationnels de l'organisation afin de déterminer et documenter les écarts et de les classer par ordre de priorité.</p> <p>(ii) élaboration de plans de travail en vue de combler</p>	6	2 points par activité	

N°	Critères cotés - B.2 Architecte opérationnel – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	<p>les écarts, recommandation d'une stratégie, de méthodologies et d'options;</p> <p>(iii) supervision et direction des activités liées au plan de travail pour résoudre les problèmes indiqués.</p> <p>Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.</p>			
C3	<p>La ressource proposée devrait avoir au moins 1 an d'expérience confirmée, au cours des 10 dernières années, dans chacun des sous-éléments ci-dessous, en matière de documentation de l'architecture opérationnelle dans les activités suivantes :</p> <p>(i) fourniture de conseils à la haute direction sur l'architecture opérationnelle, les tendances et les nouvelles technologies, les méthodologies, normes et outils;</p> <p>(ii) encadrement et mentorat d'analystes des affaires courantes à l'égard de méthodologies et normes, de diverses techniques de mise en correspondance et d'outils.</p> <p>Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.</p>	4	2 points par activité	
C4	<p>La ressource proposée devrait avoir une expérience confirmée, au cours des 15 dernières années, dans la gestion de projets de transformation opérationnelle comportant des améliorations aux services opérationnels.</p>	3	<p>Le nombre d'années d'expérience :</p> <p>≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points</p>	

N°	Critères cotés - B.2 Architecte opérationnel – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.			
	Note maximale possible	18		
	Note minimale exigée	12		

**2.3 B.4 Spécialiste de la reprise des activités après un sinistre et de la continuité opérationnelle
– niveau 2**

N°	Critères obligatoires - B.4 Spécialiste de la reprise des activités après un sinistre et de la continuité opérationnelle – niveau 2	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit avoir au moins 5 années d'expérience confirmée à titre de spécialiste de la reprise des activités après un sinistre et de la continuité opérationnelle.		
O2	La ressource proposée doit avoir travaillé comme spécialiste de la continuité opérationnelle dans le cadre de 2 projets opérationnels pertinents, d'une durée minimale de 6 mois chacun, dans un environnement semblable à celui décrit dans l'énoncé des travaux, dans le secteur gouvernemental ou privé, au cours des 10 dernières années. Les deux projets doivent avoir été d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.		

N°	Critères cotés - B.4 Spécialiste de la reprise des activités après un sinistre et de la continuité opérationnelle – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	<p>La ressource proposée devrait avoir au moins 2 ans d'expérience confirmée dans chacun des sous-éléments ci-dessous, au cours des 10 dernières années, en matière d'examen, d'évaluation et de documentation des plans de reprise après un sinistre et de continuité opérationnelle d'une organisation dans l'accomplissement des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Définition des rôles et responsabilités liés aux plans de continuité opérationnelle et de reprise après un sinistre ainsi que des groupes d'intervenants concernés. (ii) Constitution d'une base de référence de processus, modèles et outils en matière de continuité opérationnelle et de reprise après un sinistre, pouvant être utilisée ou perfectionnée selon les besoins par les dirigeants des systèmes ou des secteurs opérationnels. (iii) Détermination et documentation de contrôles internes visant à assurer l'uniformité du processus et sa conformité aux politiques et aux lois en vigueur. (iv) Détermination des groupes d'intervenants multiples concernés, des risques et des coûts connexes. <p>Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.</p>	4	1 point par activité	
C2	La ressource proposée doit avoir de l'expérience confirmée dans	6	2 points par atelier	

N°	Critères cotés - B.4 Spécialiste de la reprise des activités après un sinistre et de la continuité opérationnelle – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	<p>l'animation et la direction d'ateliers afin de déterminer et de documenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les besoins, risques, problèmes et écarts en matière de continuité opérationnelle et de reprise des activités après un sinistre; (ii) les fonctions opérationnelles essentielles, les périodes acceptables de reprise, les justifications et les besoins en ressources relativement à la reprise des activités après un sinistre; (iii) les risques et les stratégies d'atténuation relatifs aux plans et aux processus de reprise des activités après un sinistre. 			
C3	<p>La ressource proposée devrait avoir une expérience confirmée pour ce qui est d'élaborer et de remettre des documents concernant la continuité opérationnelle et la reprise des activités après un sinistre, notamment dans l'accomplissement des tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un document décrivant les fonctions opérationnelles et systèmes d'information essentiels afin de déterminer les durées acceptables des périodes de reprise, les justifications et les besoins en ressources dans le cadre de la reprise des activités après un sinistre; (ii) des plans de continuité opérationnelle et de reprise des activités après un sinistre conformes aux 	6	1 point par tâche	

N°	Critères cotés - B.4 Spécialiste de la reprise des activités après un sinistre et de la continuité opérationnelle – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	<p>politiques du Conseil du Trésor et à la réglementation;</p> <p>(iii) un rapport résumant les activités de mise à l'essai et contenant des recommandations;</p> <p>(iv) des plans de formation des intervenants et des exposés aux intervenants établis à partir des plans de continuité opérationnelle et de reprise des activités après un sinistre;</p> <p>(v) une stratégie d'évaluation et d'atténuation des risques relativement aux fonctions opérationnelles et aux systèmes d'information;</p> <p>(vi) des chaînes téléphoniques dans l'éventualité d'une reprise des activités après un sinistre.</p>			
C4	<p>La ressource proposée devrait avoir une expérience confirmée, au cours des 10 dernières années, dans la création de plans de continuité opérationnelle ou de reprise après sinistre et dans la gestion de la mise en œuvre de ces plans.</p> <p>Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.</p>	3	<p>Le nombre d'années d'expérience :</p> <p>≥3-4 ans = 1 point</p> <p>>4-5 ans = 2 points</p> <p>>5 ans = 3 points</p>	
	Note maximale possible	19		
	Note minimale exigée	13		

2.4 B.5 Consultant en restructuration des activités – niveau 2

N°	Critères obligatoires - B.5 Consultant en restructuration des activités – niveau	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit avoir au moins 5 années d'expérience confirmée, au cours des 10 dernières années, à titre de consultant en restructuration des activités dans un environnement gouvernemental, expérience dans le cadre de laquelle elle a déterminé et documenté les processus pouvant être rationalisés afin d'engendrer des gains en efficience.		
O2	La ressource proposée doit avoir au moins 3 ans d'expérience confirmée, au cours des 10 dernières années, à titre de consultant en restructuration des activités, expérience dans le cadre de laquelle elle a fourni les services et éléments livrables suivants : (i) analyse des processus opérationnels actuels; (ii) processus opérationnels, flux de données et exigences opérationnelles actuels et à venir.		

N°	Critères cotés - B.5 Consultant en restructuration des activités – niveau	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	La ressource proposée devrait avoir au moins 5 années d'expérience confirmée, au cours des 10 dernières années, à titre de consultant en restructuration des activités, expérience dans le cadre de laquelle elle a déterminé et documenté des processus pouvant être rationalisés afin d'engendrer des gains en efficience.	4	Le nombre d'années d'expérience : 2 ans = 1 point 3 ans = 2 points 4 ans = 3 points 5 ans ou plus = 4 points	
C2	La ressource proposée devrait avoir au moins 2 ans d'expérience confirmée, au cours des 10 dernières années, à titre de consultant en restructuration des activités, expérience dans le cadre de laquelle elle a fourni les éléments livrables suivants : (i) un rapport décrivant les	8	2 points par élément livrable	

N°	Critères cotés - B.5 Consultant en restructuration des activités – niveau	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	<p>processus opérationnels actuels;</p> <p>(ii) un rapport présentant des recommandations sur les processus susceptibles de faire l'objet d'une rationalisation en vue d'engendrer des gains en efficacité ou d'accroître la satisfaction de la clientèle;</p> <p>(iii) la documentation des processus à restructurer, y compris les flux de données et les exigences opérationnelles;</p> <p>(iv) une analyse des gains d'efficacité engendrés par les processus restructurés.</p>			
	Note maximale possible	12		
	Note minimale exigée	8		

2.5 B.7 Architecte de la transformation opérationnelle – niveau 3

N°	Critères obligatoires - B.7 Architecte de la transformation opérationnelle – niveau 3	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit avoir travaillé comme architecte de la transformation opérationnelle dans le cadre de 2 projets pertinents de transformation opérationnelle, d'une durée minimale de 12 mois chacun, dans un environnement semblable à celui décrit dans l'énoncé des travaux, dans un secteur gouvernemental ou privé, au cours des 10 dernières années. L'un des projets doit avoir été d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.		

N°	Critères cotés - B.7 Architecte de la transformation opérationnelle – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	<p>La ressource proposée devrait avoir au moins 2 ans d'expérience confirmée dans chacun des sous-éléments ci-dessous, au cours des 15 dernières années, en matière d'examen, d'évaluation et de documentation de l'architecture opérationnelle d'une organisation, notamment dans l'accomplissement des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Définition des rôles et responsabilités relatifs au projet de transformation et aux groupes d'intervenants concernés; (ii) Constitution d'une base de référence de processus, modèles et outils pouvant être utilisée ou perfectionnée selon les besoins par les dirigeants du projet de transformation; (iii) Élaboration de nouveaux déroulements d'opérations et de la documentation à l'appui; (iv) Détermination et documentation de contrôles internes afin d'assurer l'uniformité du processus et sa conformité aux politiques et aux lois en vigueur; (v) Détermination des groupes d'intervenants multiples concernés et des coûts connexes. <p>Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.</p>	5	1 point par activité	
C2	<p>La ressource proposée devrait avoir de l'expérience confirmée dans l'animation et la direction d'ateliers afin de déterminer et de documenter les besoins, les capacités et les écarts.</p>	6	2 points par atelier	

N°	Critères cotés - B.7 Architecte de la transformation opérationnelle – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C3	La ressource proposée devrait avoir de l'expérience confirmée dans l'élaboration et la présentation de documents relatifs à l'architecture, notamment dans l'accomplissement des tâches suivantes : (i) exigences opérationnelles; (iii) analyse d'impact sur les activités; (iii) déroulement des opérations/processus; (iv) plans de formation/exposés; (v) modifications législatives/réglementaires.	5	1 point par tâche	
C4	La ressource proposée devrait avoir une expérience confirmée, au cours des 15 dernières années, dans la gestion de projets de transformation opérationnelle comportant des améliorations aux services opérationnels. Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	
	Note maximale possible	19		
	Note minimale exigée	13		

2.6 B.14 Rédacteur technique – niveau 2

N°	Critères obligatoires - B.14 Rédacteur technique – niveau 2	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit avoir plus de 5 années d'expérience confirmée, au cours des 15 dernières années, à titre de rédacteur technique.		
O2	Au moyen d'un minimum de 2 descriptions de projet, il doit être démontré que la ressource proposée a de l'expérience dans l'élaboration de documents relatifs à un projet à l'appui des exigences opérationnelles. Ces projets doivent avoir été réalisés au cours des 15 dernières années et avoir été d'une valeur de 5 millions de dollars et plus chacun.		

N°	Critères cotés - B.14 Rédacteur technique – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	La ressource proposée devrait avoir une expérience de projet en matière d'évaluation de l'auditoire des documents ou manuels qui sont requis et d'élaboration d'un énoncé de buts et d'étendue pour chacun de ces documents ou manuels. Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.	3	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets ou plus = 3 points	
C2	La ressource proposée devrait avoir une expérience de projet en matière de rédaction et de tenue à jour de documents techniques ou liés aux opérations. Pour qu'une expérience de projet soit considérée comme admissible, la ressource doit avoir travaillé au projet pendant un minimum de 6 mois au cours des 10 dernières années. Le respect de ce critère devrait être démontré au moyen de descriptions de projet.	3	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets ou plus = 3 points	
C3	La ressource proposée devrait posséder l'accréditation ou la formation pertinente dans le	2	2 points pour l'achèvement d'études postsecondaires	

N°	Critères cotés - B.14 Rédacteur technique – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	domaine de la rédaction technique. Une copie du diplôme ou du certificat doit être fournie lors de la soumission.		(diplôme/certificat de collège ou cégep, diplôme universitaire)	
	Note maximale possible	8		
	Note minimale exigée	6		

3.0 CRITÈRES COTÉS - SOMMAIRE DES POINTS

Référence	Note maximale possible	Note minimale exigée
1.2 Soumissionnaire	10	7
2.1 B.1 Analyste des affaires courantes – niveau 2	12	8
2.2 B.2 Architecte opérationnel – niveau 3	18	12
2.3 B.4 Spécialiste de la reprise des activités après un sinistre et de la continuité opérationnelle – niveau 2	19	13
2.4 B.5 Consultant en restructuration des activités – niveau 2	12	8
2.5 B.7 Architecte de la transformation opérationnelle – niveau 3	19	13
2.6 B.14 Rédacteur technique – niveau 2	8	6
Points techniques maximums :	98	
Note minimale exigée :		67

PIÈCE JOINTE 4.1

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

VOLET DE TRAVAIL 2 – SERVICES DE GESTION DE PROJETS

1. Un projet est une activité ou un ensemble d'activités ayant un début et une fin. Un projet est nécessaire afin de produire des extrants définis et atteindre des résultats précis à l'appui d'un objectif précis, selon un calendrier et un plan de ressource clairs. Un projet est réalisé suivant des paramètres précis en matière de délais, de coûts et de rendement.
2. Sauf stipulation contraire, « gouvernement » est défini comme un organe gouvernemental territorial, fédéral, d'État, provincial ou municipal.
3. Sauf stipulation contraire, les soumissionnaires peuvent démontrer qu'ils ont acquis de l'expérience à l'égard de critères multiples au cours d'une même période.
4. Les soumissionnaires sont informés que l'expérience est calculée à partir de la date limite pour la réception de la demande de propositions. Par exemple, si une exigence donnée précise que « Le soumissionnaire doit avoir acquis l'expérience au cours des cinq dernières années », la période de cinq ans est alors calculée à partir de la date limite de réception de la demande de propositions.
5. Les références doivent inclure le nom de l'organisation, le numéro de contrat, une description succincte des services fournis, les nom, titre, adresse courriel ou numéro de téléphone du gestionnaire responsable de l'organisation, ainsi que la date à laquelle le contrat a été adjugé, la date d'expiration et la valeur de chaque contrat. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que toute communication d'informations est autorisée par la référence fournie.
6. Le soumissionnaire doit avoir été l'entrepreneur principal, et non un sous-traitant. Cela signifie qu'il doit avoir obtenu directement le contrat du client qui a demandé le travail. Si le contrat adjugé au soumissionnaire consistait à effectuer des travaux pour une autre entité à laquelle le client avait adjugé le contrat, le soumissionnaire n'est pas considéré comme étant l'entrepreneur principal. Par exemple, Z (le client) retient à contrat les services de Y, qui conclut ensuite un contrat avec X pour qu'il assure la totalité ou une partie des services à Z. L'entrepreneur principal de ce contrat est Y et X, un sous-traitant.

1.0 CRITÈRES OBLIGATOIRES APPLICABLES AU SOUMISSIONNAIRE

1.1 Soumissionnaire – critères obligatoires

N°	Soumissionnaire – critères obligatoires	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	<p>Le soumissionnaire doit présenter le nombre de curriculum vitæ suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) un pour le conseiller en gestion du changement – niveau 3 [P.1]; (ii) un pour le directeur de projet – niveau 3 [P.5]; (iii) un pour le gestionnaire de projet – niveau 3 [P.9]; (iv) deux pour les gestionnaires de projet – niveau 2 [P.9] (un pour le gestionnaire de projet et un pour le gestionnaire des versions; (v) un pour les ordonnanceurs de projet – niveau 2 [P.10]. <p>Chaque curriculum vitæ doit comprendre les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) le nom de la ressource proposée; (b) la catégorie de ressources pour laquelle la ressource est proposée; (c) les réalisations scolaires et professionnelles pertinentes par rapport aux exigences d'Emploi et Développement social Canada, ainsi que défini dans les critères d'évaluation obligatoires et cotés pour chaque catégorie de ressources incluse. Les activités de formation pertinentes doivent être énumérées dans l'ordre chronologique par titre (du cours ou du programme), la durée doit en être indiquée (en années/mois/jours) et les dates de début et de fin doivent être indiquées par le mois et l'année (p. ex. mars 2004 – février 2007); (d) l'expérience de travail, y compris la durée et les dates de début et de fin (indiquées par le mois et l'année, p. ex. mars 2004 – février 2007). 		
O2	<p>Le soumissionnaire doit fournir une référence pour chacun de deux projets dans le cadre desquels il a fourni une équipe de ressources analogue (3 des 5 catégories de ressources énumérées en M1 ci-dessus) pour au moins</p>		

N°	Soumissionnaire – critères obligatoires	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	<p>deux projets concernant la prestation de services identiques ou analogues à ceux décrits dans l'énoncé des travaux. Les références doivent concerner des projets du secteur gouvernemental ou privé d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.</p> <p>Le soumissionnaire doit inclure, au minimum, pour chaque projet soumis :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) une description du projet; (b) le nom du ministère client; (c) les dates et la durée du projet; (d) des détails sur le travail effectué par le soumissionnaire dans le cadre du projet; (e) une personne fournie comme référence chez le client. 		
O3	<p>Le soumissionnaire doit fournir une référence d'un projet dans le cadre duquel il a mis en place un bureau de gestion de projet (BGP) pour soutenir la réalisation du projet. Les références doivent concerner des projets du secteur gouvernemental ou privé d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.</p>		
O4	<p>Le soumissionnaire doit fournir au minimum une référence pour chacun de deux projets dans le cadre desquels il peut démontrer qu'il a fourni des services de transformation opérationnelle. Les références doivent concerner des projets du secteur gouvernemental ou privé d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.</p>		
O5	<p>Le soumissionnaire doit détailler, relativement au BGP et à la transformation opérationnelle, les méthodologies, processus, outils de soutien et/ou modèles (trousses d'outils) qu'il a utilisés pour mettre en place et soutenir un BGP dans le cadre de projets antérieurs du secteur gouvernemental ou privé, afin de démontrer qu'il est en mesure de soutenir la prestation des services décrits dans l'énoncé des travaux.</p>		

1.2 Soumissionnaire – critères cotés

N°	Soumissionnaire – critères cotés	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	Le soumissionnaire devrait démontrer qu'il a fourni des services semblables à ceux décrits dans l'énoncé des travaux joint à l'annexe A, en présentant jusqu'à 4 descriptions de projets de transformation opérationnelle réalisés dans le secteur gouvernemental ou privé au cours des 5 dernières années. Les projets doivent être évalués à 5 millions de dollars et plus.	4	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets = 3 points 4 projets = 4 points	
C2	Le soumissionnaire devrait démontrer qu'il possède une expérience, en sus de ce qui est exigé en O4 ci-dessus, dans l'exécution de projets de transformation opérationnelle. Ces projets doivent avoir été réalisés dans les secteurs gouvernemental ou privé et être d'une valeur supérieure à 5 M\$.	3	1 projet de plus de O4 (c.-à-d. un total de 3 projets) = 1 point 2 projets de plus de O4 (c.-à-d. un total de 4 projets) = 2 points 3 projets de plus de O4 (c.-à-d. un total de 5 projets) = 3 points	
C3	Le soumissionnaire devrait démontrer ses capacités de maître à penser dans la gestion globale de projets au sein du gouvernement du Canada ou d'un autre gouvernement national, par l'utilisation de livres blancs, par la production de normes industrielles, par la prestation d'activités dans des disciplines pratiques pertinentes telles que la gestion du risque, la gestion du changement, la gestion du rendement, les conseils en matière de sécurité des TI (ITSG-33) ou l'équivalent.	3	1 point pour la participation à l'élaboration de chacun des éléments suivants : (i) gestion du risque; (ii) Gestion du changement; (iii) Gestion du rendement; (iv) conseils en matière de sécurité des TI (ITSG-33); (v) livre blanc publié.	
	Note maximale possible	10		
	Note minimale exigée	7		

2.0 CRITÈRES OBLIGATOIRES ET COTES APPLICABLES AUX RESSOURCES

2.1 P.1 Conseiller en gestion du changement – niveau 3

N°	Critères obligatoires - P.1 Conseiller en gestion du changement – niveau 3	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit posséder au moins 10 ans d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de conseiller principal pour un projet national ou régional de transformation dans le secteur privé ou public, dans le cadre duquel elle a élaboré des plans de transition axés sur la gestion du changement et les communications.		
O2	La ressource proposée doit posséder au moins 5 ans d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, dans un éventail de stratégies de transition, y compris la gestion du changement, la formation et les communications.		
O3	La ressource proposée doit posséder au moins 5 ans d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, de la documentation de processus, de rôles et de responsabilités.		

N°	Critères cotés - P.1 Conseiller en gestion du changement – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée d'importants projets de transformation comportant l'habilitation TI dans l'organisation.	4	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets = 3 points 4 projets ou plus = 4 points	
C2	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée de l'élaboration et de la présentation d'exposés aux intervenants, y compris les cadres supérieurs.	3	1 exposé = 1 point 2 exposés = 2 points 3 exposés = 3 points	
C3	La ressource proposée doit posséder une expérience de travail confirmée au sein du	1	Nombre d'années d'expérience :	

N°	Critères cotés - P.1 Conseiller en gestion du changement – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	gouvernement du Canada à titre d'employé, de conseiller ou de sous-traitant dans le domaine de la gestion du changement ou de la gestion de projet.		>2 ans = 1 point	
	Note maximale possible	8		
	Note minimale exigée	5		

2.2 P.5 Directeur de projet – niveau 3

N°	Critères obligatoires - P.5 Directeur de projet – niveau 3	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit posséder au moins 10 ans d'expérience de travail confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de directeur principal de projet.		
O2	La ressource proposée doit posséder au moins 5 ans d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, de la mise sur pied et de la gestion d'un bureau de gestion de projet dans le cadre d'un ou de plusieurs projets d'une valeur de 5 millions de dollars et plus chacun, dans un environnement du secteur public ou privé.		
O3	La ressource proposée doit posséder au moins 5 ans d'expérience de travail confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de directeur de projet chargé de la prestation de conseils à la haute direction ou de la mise en œuvre de structures de gouvernance, dans le cadre de projets du secteur public ou privé d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.		

N°	Critères cotés - P.5 Directeur de projet – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de membre d'une équipe de projet intégrée chargée de réaliser un ou plusieurs projets de transformation opérationnelle dans un environnement organisationnel complexe. Un environnement organisationnel complexe s'entend d'un environnement qui déborde les limites organisationnelles.	3	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets = 3 points	
C2	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée de la gestion, de la planification et de la surveillance de projets dans le cadre de deux ou plusieurs projets concurrents.	3	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets = 3 points	

N°	Critères cotés - P.5 Directeur de projet – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	Les projets doivent être d'une valeur de 5 millions de dollars et plus et avoir été réalisés au cours des 15 dernières années.			
C3	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, de la gestion d'un bureau de gestion de projet indépendant chargé de la configuration et de la mise en œuvre de produits commerciaux standards, en ayant recours à des fournisseurs tiers d'intégration de systèmes.	3	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets = 3 points	
C4	La ressource proposée doit démontrer qu'elle a obtenu un diplôme universitaire d'une université reconnue dans un des domaines suivants : administration des affaires, informatique, génie, gestion de l'information, de technologies de l'information, ou un baccalauréat ès arts avec une majeure en économie, en joignant une copie du diplôme à la soumission.	2	Oui – 2 points Non – 0 point	
	Note maximale possible	11		
	Note minimale exigée	7		

2.3 P.9 Gestionnaire de projet – niveau 3

N°	Critères obligatoires - P.9 Gestionnaire de projet – niveau 3	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit posséder plus de 10 ans d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de gestionnaire principal de projet (niveau 3).		
O2	La ressource proposée doit avoir travaillé comme gestionnaire principal de projet, dirigeant une équipe comptant au moins 3 gestionnaires de projet, dans le cadre de chacun de 2 projets réalisés dans le secteur public ou privé. Les projets doivent avoir porté sur la GI-TI, l'architecture opérationnelle ou la gestion de projet et avoir été exécutés dans un environnement semblable à celui décrit dans l'énoncé des travaux. L'un des projets doit avoir été d'une valeur de 5 millions de dollars et plus et les deux projets doivent avoir eu lieu au cours des 15 dernières années.		
O3	La ressource proposée doit avoir travaillé, au cours des 15 dernières années, à 2 projets dans le secteur public ou privé, chacun d'une valeur de 5 millions de dollars et plus, dans le cadre desquels elle était tenue de collaborer avec un nombre d'intervenants (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation).		
O4	La ressource proposée doit avoir travaillé à 2 projets, chacun d'une valeur de 5 millions de dollars et plus, dans le cadre desquels son rôle nécessitait l'encadrement ou le mentorat de gestionnaires de projet ou l'élaboration de meilleures pratiques ou de cadres de gestion de projet. L'un de ces projets doit avoir été réalisé dans un environnement gouvernemental au cours des 15 dernières années.		
O5	La ressource proposée doit détenir une certification professionnelle en gestion de projets (PMP) ou PRINCE2 et indiquer son numéro de certification PMP ou PRINCE2. Une copie de la certification doit être jointe à la soumission.		

N°	Critères cotés - P.9 Gestionnaire de projet – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	<p>La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de gestionnaire de projet chargé de l'exécution de toutes les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) élaboration de chartes de projet; (ii) élaboration de tableaux de bord de projet; (iii) élaboration de plans de gestion de projet; (iv) animation de séances d'information sur les projets à l'intention de la haute direction. <p>Toutes ces activités doivent être liées à la planification, à la gestion et à la surveillance de projets de GI-TI comportant la participation d'intervenants multiples et variés et une valeur de 5 millions de dollars et plus – au moins un projet doit avoir été réalisé dans un environnement gouvernemental.</p>	3	<p>Le nombre d'années d'expérience :</p> <ul style="list-style-type: none"> ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points 	
C2	<p>La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de gestionnaire de projet chargé de l'exécution de fonctions de gestion des coûts dans un projet de GI-TI d'une valeur de 5 millions de dollars et plus, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) la détermination des exigences budgétaires; (ii) l'élaboration de calendriers de projet, de structures de répartition du travail et de plans relatifs aux ressources; 	3	<p>Le nombre d'années d'expérience :</p> <ul style="list-style-type: none"> ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points 	

N°	Critères cotés - P.9 Gestionnaire de projet – niveau 3	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	(iii) la détermination de la composition d'équipes et des rôles et responsabilités de leurs membres.			
C3	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de gestionnaire de projet chargé de la gestion et de la direction de fonctions de gestion du risque dans un projet de GI-TI, y compris : (i) l'élaboration d'un plan relatif aux risques, d'un registre des risques et de stratégies d'atténuation des risques; (ii) la responsabilité et la gestion concernant le processus de gestion des risques, de sorte que les risques liés aux projets soient déterminés, quantifiés et gérés efficacement; (iii) la gestion des risques liés aux projets en exerçant les pouvoirs de gestion des risques conformément aux directives; (iv) la liaison avec d'autres projets relativement à la détermination intégrée des risques.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	
C4	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de gestionnaire de projet chargé d'un ou de plusieurs projets d'une valeur de 5 millions de dollars et plus , relativement à l'élaboration ou à l'examen de plan opérationnel, de plan stratégique ou d'analyse de rentabilisation.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	
	Note maximale possible	12		
	Note minimale exigée	8		

2.4 P.9 Gestionnaire de projet – niveau 2

N°	Critères obligatoires - P.9 Gestionnaire de projet – niveau 2	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit posséder plus de 5 ans d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 années, à titre de gestionnaire de projet.		
O2	La ressource proposée doit avoir travaillé comme gestionnaire de projet, dirigeant au moins 3 subordonnés, dans le cadre de chacun de 2 projets pertinents de transformation opérationnelle. Les projets doivent avoir duré au moins 6 mois chacun, avoir concerné l'architecture opérationnelle ou la gestion de projet, dans un environnement similaire à celui décrit dans l'énoncé des travaux ainsi que dans un environnement du secteur public ou privé au cours des 15 dernières années. L'un des projets présentés doit avoir été d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.		
O3	La ressource proposée doit avoir géré le changement, en appliquant des principes et méthodes de gestion du changement, dans le cadre d'un projet de transformation opérationnelle d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.		
O4	La ressource proposée doit détenir une certification professionnelle de gestion de projets (PMP) ou PRINCE2 et indiquer son numéro de certification PMP ou PRINCE2. Une copie de la certification doit être jointe à la soumission.		

N°	Critères cotés - P.9 Gestionnaire de projet – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, dans un rôle de gestionnaire de projets comportant des intervenants multiples et variés d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	
C2	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, de	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points	

N°	Critères cotés - P.9 Gestionnaire de projet – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	l'utilisation de l'application Microsoft Project aux fins de la planification, de l'élaboration, du contrôle et du suivi de projet, dans le cadre d'un ou de plusieurs projets d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.		>5 ans = 3 points	
C3	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, de la définition et de la mise en œuvre de nouveaux processus opérationnels ou de la restructuration de processus opérationnels dans une organisation.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	
	Note maximale possible	9		
	Note minimale exigée	6		

2.5 P.9 Gestionnaire de projet, gestionnaire des versions – niveau 2

N°	Critères obligatoires - P.9 Gestionnaire de projet, gestionnaire des versions – niveau 2	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit posséder au moins 5 ans d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre de gestionnaire de projet.		
O2	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée de l'établissement, du soutien et de la direction de la gestion des versions dans le cadre d'au moins 2 projets au cours des 5 dernières années, chaque projet ayant une valeur de 5 millions de dollars et plus. Pour que l'expérience relative à un projet soit admissible, la ressource proposée doit avoir travaillé au projet pendant une période minimale de 12 mois.		

N°	Critères cotés - P.9 Gestionnaire de projet, gestionnaire des versions – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitae/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	En plus de l'expérience exigée en O2 ci-dessus, la ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, de l'établissement, du soutien et de la direction de la gestion de versions, dans le cadre d'une initiative de transformation opérationnelle intégrant une solution commerciale standard d'une durée minimale de 6 mois.	3	1 projet de plus qu'en O2 (c.-à-d. un total de 3 projets) = 1 point; 2 projets de plus qu'en O2 (c.-à-d. un total de 4 projets) = 2 points; 3 projets de plus qu'en O2 (c.-à-d. un total de 5 projets) = 3 points	
C2	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, de l'élaboration et de la tenue à jour d'un plan de gestion des versions dans le cadre d'un projet pluriannuel d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.	3	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets = 3 points	
C3	La ressource proposée doit posséder une expérience en matière de projet confirmée, acquise au cours des dix dernières années, de gestion des versions pour l'ensemble d'un	3	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets = 3 points	

N°	Critères cotés - P.9 Gestionnaire de projet, gestionnaire des versions – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	cycle de vie de gestion des versions, y compris la planification, l'élaboration, la mise à l'essai, la préparation et le déploiement d'une version. Pour que l'expérience de projet soit admissible, la durée minimale du cycle de vie de gestion des versions doit être de 12 mois.			
C4	La ressource proposée doit détenir une certification professionnelle de gestion de projet (PMP) ou PRINCE2 et indiquer son numéro de certification PMP ou PRINCE2. Une copie de la certification doit être jointe à la soumission.	2	Oui = 2 points Non = 0 point	
	Note maximale possible	11		
	Note minimale exigée	7		

2.6 P.10 Ordonnanceur de projet – niveau 2

N°	Critères obligatoires - P.10 Ordonnanceur de projet – niveau 2	Respecté/ non respecté	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
O1	La ressource proposée doit posséder au moins 5 années d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, à titre d'ordonnanceur de projet.		
O2	La ressource proposée doit posséder une expérience de travail confirmée dans un rôle d'ordonnanceur de projet pour un projet dans un environnement du secteur public ou privé, d'une valeur de 5 millions de dollars et plus pendant au moins 2 ans au cours des 5 dernières années.		
O3	La ressource proposée doit posséder au moins 5 ans d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, de l'établissement, de l'élaboration et de la tenue à jour de calendriers de projet au moyen de Microsoft Project Desktop ou de Microsoft Project Server.		
O4	La ressource proposée doit posséder au moins 5 ans d'expérience confirmée, acquise au cours des 15 dernières années, de la surveillance et de la production de rapports sur le rendement de projet.		

N°	Critères cotés - P.10 Ordonnanceur de projet – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
C1	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée au sein d'une équipe intégrée de projet, acquise au cours des 15 dernières années, de l'exécution de projets relatifs à la transformation de services opérationnels.	3	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4-5 ans = 2 points >5 ans = 3 points	
C2	La ressource proposée doit posséder une expérience de travail confirmée dans un bureau de gestion de projet réalisant d'importants projets de technologies de l'information (TI), d'une valeur de 5 millions de dollars et plus.	3	1 projet = 1 point 2 projets = 2 points 3 projets = 3 points	
C3	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée de l'élaboration, de la	2	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point	

N°	Critères cotés - P.10 Ordonnanceur de projet – niveau 2	Note max.	Échelle de cotation	Réponse du soumissionnaire (Renvoi au curriculum vitæ/à l'annexe : n° de projet, nom de l'organisation et nombre de mois, n° de page)
	surveillance et de l'analyse de calendriers de projet au moyen de Microsoft Project, dans le cadre d'un projet à grande échelle (d'une valeur de 5 millions de dollars et plus) dans le secteur public ou privé.		>4 ans = 2 points	
C4	La ressource proposée doit posséder une expérience confirmée de l'utilisation de Microsoft Project Desktop ou de Microsoft Project Server pour effectuer le travail.	2	Le nombre d'années d'expérience : ≥3-4 ans = 1 point >4 ans = 2 points	
	Note maximale possible	10		
	Note minimale exigée	7		

3.0 CRITÈRES COTÉS - SOMMAIRE DES POINTS

Référence	Note maximale possible	Note minimale exigée
1.2 Soumissionnaire	10	7
2.1 P.1 Conseiller en gestion du changement – niveau 3	8	5
2.2 P.5 Directeur de projet – niveau 3	11	7
2.3 P.9 Gestionnaire de projet – niveau 3	12	8
2.4 P.9 Gestionnaire de projet – niveau 2	9	6
2.5 P.9 Gestionnaire de projet, gestionnaire des versions – niveau 2	11	7
2.6 P.10 Ordonnanceur de projet – niveau 2	10	7
Points techniques maximums :	71	
Note minimale exigée :		47